



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société KNAUF SUD exploitant une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80 du 20 juin 2013 autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 04 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 08 juin 2022 relatif à la visite d'inspection du 31 mai 2022 de l'installation exploitée par la société KNAUF SUD, sise 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers ;

Considérant que lors de sa visite du 31 mai 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B est insuffisante par rapport aux besoins réglementaires ;

Considérant que lors de sa visite du 31 mai 2022, l'inspection des installations classées a également constaté l'absence de mesure prise pour collecter et confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment "maintenance" dédié à la maintenance et au stockage de déchets ;

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'article 7.4.1 - 1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société KNAUF SUD de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société KNAUF SUD le 10 juin 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations apportées par la société KNAUF SUD par courriel du 27 juin 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** – La société KNAUF SUD est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions de l'article 7.4.1 – 1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose que « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. ; [...] » :

- en procédant aux travaux nécessaires pour mettre en conformité la capacité disponible de confinement des eaux d'extinction incendie pour le site B, par rapport aux besoins réglementaires dans un délai n'excédant pas 7 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en fournissant une étude technique des travaux nécessaires pour collecter et confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment "maintenance", et les devis validés des travaux associés : dans un délai n'excédant pas 7 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en procédant aux travaux nécessaires pour collecter et confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment "maintenance" : dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Art. 2.** – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1<sup>er</sup>, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

**Art. 5.** – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Art. 6.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le 26 JUL. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale Adjointe,  
la Sous-préfète à la ville

Nathalie GUILLOT-JUIN